

cours de ce processus, les maigres économies de guerre des travailleurs furent complètement épuisées.

Dans ces conditions, les ventes au détail, dont une proportion sans cesse grandissante représente des ventes de produits durables, ne pouvaient se maintenir que d'une seule façon : par l'extension du crédit aux consommateurs. Cet expédient servit à cacher temporairement l'état dangereusement ébranlé du marché intérieur.

Voici quelques chiffres éloquentes qui aujourd'hui s'entourent encore d'une auréole de prospérité, mais qui causeront demain un surplus de baisses, un surplus d'arrêts de travail et un surplus de millions de chômeurs.

A la fin du mois d'avril, le crédit aux consommateurs atteignit le niveau record de 10,256 millions de dollars. Les comptes rapportant intérêts atteignent 2,782 millions de dollars. Les achats par mensualités dépassent le milliard. Cela n'inclut pas les ventes à crédit d'automobiles (ces ventes-là ont atteint trois quarts de milliard de dollars). Nous laissons également hors de compte les hypothèques sur les maisons préfabriquées, achetées par des anciens combattants et autres masses sans lois.

La masse de ces achats représente des marchandises qu'on n'achète pas de nouveau, précisément parce qu'il s'agit de produits durables. En même temps, les dettes qu'on s'est imposées en faisant ces achats constituent maintenant une

Commerce extérieur

Incapable de trouver des marchés suffisants chez lui, le grand capital américain peut-il se maintenir grâce aux marchés extérieurs ? Nous voici au second argument de Wall Street. Se référant au boom des exportations, l'éditeur fort optimiste du *Journal of Commerce* écrit :

Une des positions les plus fortes pour le moment est celle du commerce extérieur. Des marchandises ont été exportées de ce pays au rythme de seize milliards par an... C'est à comparer avec une estimation officielle préalable, selon laquelle nous serions en mesure de vendre à l'étranger environ douze milliards de dollars de nos marchandises, et avec les chiffres d'exportations de l'année passée, qui atteignent 9,7 milliards. Pour la période actuelle, ces exportations formidables sont un élément qui n'est pas négligeable pour encourager les affaires.

première charge pour le revenu futur, laissant les débiteurs avec relativement moins de dollars qu'auparavant pour faire de futurs achats.

Il est par conséquent clair que les « achats des consommateurs », loin de se maintenir au niveau actuel, sont condamnés à diminuer fortement dans la prochaine période, en présence des prix élevés, des revenus réels diminuant, de l'endettement croissant et du chômage qui se développe.

Entre temps, les monopoleurs ne recherchent pas les moyens de restaurer ou d'augmenter le pouvoir d'achat des masses, mais au contraire font tout ce qui est en leur pouvoir pour maintenir des prix élevés et des profits exorbitants.

Du point de vue de leurs intérêts immédiats, ils trouvent préférable de jeter sur le marché des marchandises très chères, de maintenir les salaires à un niveau plus bas, et de limiter si nécessaire la production. A l'étape présente du cycle économique descendant, pareille orientation causera encore plus de catastrophes qu'elle ne le fit au moment culminant du boom.

La perspective réaliste pour l'avenir immédiat est, par conséquent, la suivante : tous les canaux de distribution se trouvant obstrués, la production continuera à décliner et le marché intérieur se rétrécira davantage.

Voilà en ce qui concerne le premier espoir de Wall Street.

Si la bonne santé de l'économie américaine dépendait en premier lieu de ce qui surviendrait à son commerce extérieur, alors la perspective serait plutôt sombre pour elle. Avant que le commerce extérieur puisse atteindre quelque stabilité durable que ce soit, il faudrait tout d'abord stabiliser le capitalisme dans l'Europe banqueroutière. Durant les deux années passées, Washington a déversé des milliards de dollars en Grande-Bretagne, en France et en Italie, sans obtenir des améliorations notables. Ces pays, ensemble avec toute l'Europe, continuent à trébucher d'une crise à une autre.

Là-bas, les facteurs subjectifs jouent maintenant le rôle principal. Car avant que l'Europe puisse être stabilisée économiquement sur une base capitaliste, elle doit être stabilisée politiquement. Mais il n'y a pas de perspective à brève échéance pour la solution de ce problè-

me. Les convulsions politiques les plus grandes en Europe ne se trouvent pas derrière nous mais devant nous.

La situation en Extrême-Orient, le cœur colonial du marché mondial, n'est pas moins instable politiquement et économiquement. La Chine est déchirée par la guerre civile. L'Indonésie et l'Indochine sont en insurrection. Les Indes elles-mêmes sont au seuil d'une guerre civile. Les perspectives de stabilisation politique sont, ici aussi, plutôt sombres.

D'autre part, les secteurs de l'Extrême-Orient qui réussirent à passer par une reprise économique rapide découvrent maintenant que leur propre progrès rapide commence à les étrangler. Les plantations de caoutchouc par exemple, furent restaurées plus rapidement qu'on ne le prévoyait. Avec quel résultat ? Il y a une surproduction de caoutchouc, le prix du caoutchouc naturel commence à baisser. L'Australie et la Nouvelle-Zélande ont des stocks formidables de leur produit principal, la laine. Leur client principal, les Etats-Unis, en est déjà plus que suffisamment approvisionné. Les Philippines sont obstruées de coprah, dont il existait une telle pénurie il y a seulement quelques mois. Le café s'accumule de nouveau dans les entrepôts du Brésil. Les planteurs de sucre de Cuba se demandent ce qu'ils feront de leur récolte-record. Ces dislocations ne peuvent que s'aggraver dans la mesure où l'agriculture mondiale se relève péniblement.

La politique suivie par les hommes d'affaires américains sur les marchés étrangers n'a pas été essentiellement différente de leur politique économique aux Etats-Unis mêmes. Ils ont essayé de gagner autant que possible dans un laps de temps le plus court. Des prix montant sans cesse ont réduit de moitié ou même des deux tiers le pouvoir d'achat des clients étrangers. La pénurie déjà fort aiguë de dollars sur le marché mondial se transforme rapidement en famine. Cela tend à diminuer davantage encore les possibilités d'exportations américaines.

Les pays ainsi dépourvus de leurs réserves d'or et de devises sont forcés soit de se retrancher chez eux, soit de voir s'effondrer leur système fiscal. Plutôt que de se voir désespérément hypothéqué par Wall Street, un pays après un autre est forcé de chercher son salut dans une diminution radicale des importations américaines.

Un autre facteur encore qui saps le commerce extérieur américain, c'est l'incapacité des Etats-Unis d'acheter n'importe où approximativement autant qu'ils y vendent. Alors que les exportations américaines connaissent un boom, le fossé entre exportations et importations s'élargit. Au niveau actuel, ce fossé se chiffre déjà à près de dix milliards de dollars.

Ce fossé ne pourrait-il être comblé par de gigantesques emprunts et dons gouvernementaux, comme beaucoup d'hommes d'affaires optimistes le supposent ? Même si cette difficulté insurmontable était « résolue » momentanément par ces moyens, le commerce extérieur ne pourrait dans le meilleur cas jouer qu'un rôle de second plan pour maintenir la production américaine à son niveau présent. Ce niveau de production est actuellement de 210 milliards par an. Supposons que le commerce extérieur puisse absorber 10 % de cette production — ce qui constitue un niveau bien plus élevé que celui du boom actuel des exportations. Il resterait alors à disposer des 90 % qui subsistent, face à un marché intérieur se rétrécissant sans cesse.

Mais, en réalité, il y a peu d'espoir de maintenir même le niveau actuel des exportations. Le même editorialiste qui indique avec tant d'optimisme le présent boom sans précédent des exportations est forcé d'ajouter immédiatement :

Il est bien clair que les exportations ne peuvent pas se maintenir encore longtemps à ce niveau sans précédent en temps de paix ou de guerre. La pénurie en dollars qui devient de plus en plus aiguë à l'étranger arrêtera automatiquement ce boom.

Le seul espoir qui subsiste est donc... un boom prolongé dans l'industrie du bâtiment. Voilà pourquoi la paralysie croissante, et imprévue, de l'industrie du bâtiment est si importante à la fois en ce qui concerne la perspective immédiate et la perspective plus longue.

Les périodes précédentes de production et de prix culminants étaient accompagnées d'un boom dans le bâtiment. Ce boom représente la source principale des investissements de capitaux à l'intérieur du pays. Les « économies », c'est-à-dire les profits accumulés des capitalistes sont capitalisées par leur conversion en nouvelles habitations, nouveaux bâtiments administratifs, nouvelles usines, et par l'extension des anciennes entreprises et de leur